

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 1^{er} MAI 1969
N° 409. 1,50 F



**1^{er} mai
de combat**

Sommaire

E.S.U.

Quel cadre d'intervention ?

Rémy Grillault

Politique intérieure

4. Des phantasmes inquiétants

André Bielany

5. Les aspirations des C.D.R

6-7 Qui sont ces « non » ?

Gilbert Hercet

12. Entre la social-démocratie et le centrisme

Jean-Marie Vincent

Luttes ouvrières

8. Lutte à Saint-Gobain

Albert Cessertisseur

Luttes internationales

9-10. Tchécoslovaquie. A l'heure de l'alignement

Victor Fay

Document

11. Espagne : un nouvel horizon

A la veille du troisième trimestre dans l'Université « réformée », et de la prochaine assemblée générale de l'U.N.E.F. (2-3 mai), une conférence nationale étudiante s'est réunie les 20 et 21 avril pour faire le bilan de la situation et décider des objectifs qui devaient guider l'action des E.S.U.

Deux thèmes centraux ont ordonné les débats :

— le rôle des E.S.U. dans l'Université ;

— la place des E.S.U. dans le parti.

Sur le premier problème, la résolution adoptée déclare notamment : « La permanence du mouvement de masse U.N.E.F. est réaffirmée face aux tendances liquidatrices, et l'axe essentiel des luttes au troisième trimestre est la bataille des examens. La signification politique de la lutte sur les examens réside dans le fait que l'examen constitue encore la clef de voûte de tous les aspects de classe de l'Université française, en ce qu'il est un instrument d'intégration et de ségrégation sociale, de hiérarchisation et de répression. Le combat, mené dans cette perspective, doit déboucher sur la dénonciation de la « réforme-participation » d'Edgar Faure et celle de ses alliés objectifs qui œuvrent servilement au sein du conglomérat réformiste « U.N.E.F. Renouveau ».

Quant à la place des E.S.U. dans le parti, elle est définie ainsi : « Les E.S.U. ne constituent pas une structure de masse parallèle au parti ou une structure autonome à l'intérieur du parti. Leur intervention se fait à la fois à travers le mouvement de masse et l'or-

ganisation d'avant-garde. Leur regroupement à l'intérieur d'une structure verticale ne peut être qu'une structuration d'application, dans la mesure où l'intervention tactique des étudiants du P.S.U. ne peut être indépendante des choix faits par le parti dans le champ global de la lutte des classes. S'il est vrai que les conditions de lutte à l'Université se distinguent parfois par leurs aspects particuliers, il n'en reste pas moins vrai que les adversaires auxquels les étudiants sont confrontés sont fondamentalement les mêmes. »

Et encore : « La participation maximale des étudiants à l'ensemble de la vie du parti constitue l'affirmation essentielle en la matière. Cette liaison doit exister à tous les niveaux entre sections ou groupes à la base (jumelage avec les groupes d'entreprise et participation active à la vie des sections locales), et au niveau national où la direction du parti doit travailler en permanence avec les représentants élus des étudiants. »

La C.N.E. a élu un nouveau secrétariat national composé comme suit :

Secrétaire national : Robert Destot (Sciences Po) ;

Membres :

Maurice Abitbol (Antony) ;
François Martin ;
Jean-Luc Maisonia (Sorbonne) ;

Marc Olivier (Sciences Po) ;
Pierre Baillon (Grandes Ecoles) ;

Christian Charret (Sciences Po) ;

Paul Roussie (Sciences Po) ;
Jean-Louis Euvrard (Sorbonne) ;

Roger Baralis (Droit, Sciences Economiques) ;

Paul Duprez (Médecine) ;

Marie-José Thomas (Vincennes) ;

Enfin la C.N.E. a mandaté la nouvelle direction pour qu'elle mette l'accent sur la presse (réaffirmant la nécessité du support militant qu'est « Lutte Socialiste ») et la formation, prioritaire en milieu étudiant, mais qui ne saurait être envisagée hors de l'ensemble du parti.

Actuelles

Le recul de Guéna

Le ministre des P.T.T. a un principe : « Je ne négocie jamais ». Il en fait la preuve lors de son rapide passage au ministère de l'Information avec la consigne de rétablir l'O.R.T.F.

Mais la règle de conduite du ministre n'empêche pas les travailleurs des P.T.T. de poursuivre leur action. Les conflits éclatent dans tous les centres. On ne s'embarrasse plus du préavis de grève. Et chaque fois Guéna frappe : blâmes, avertissements, mauvaises notes. 3.000 victimes depuis le mois de juillet dernier. Un record.

Le ministre est quand même obligé de capituler car les syndicats ne se laissent pas intimider. Il vient d'annoncer que toutes les sanctions infligées depuis avril 67 pour non respect du préavis de grève étaient annulées.

D'un autre côté, Guéna soutient toujours les groupes « Union et Liberté P.T.T. » qui sont des C.D.R. spécialisés. Ces groupes continueront donc leurs pratiques de matraquage, de provocation et de dénonciation de militants syndicaux. Le ministre osera-t-il recommencer à punir ceux qui répondraient par une grève aux provocations qu'ils subissent ?

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 22.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A. Imprimerie, Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

STAGE JEUNES TRAVAILLEURS ET LYCEENS MONTAGNE et FORMATION

(militants et sympathisants)

120 F tout compris sans transport du 12 au 20 juillet
inscription dès maintenant avec 50 F d'arrhes

C.C.P. : A. Grimault 19 742 29 Paris

NOM Prénom

Age

Adresse

Profession

Ci-joint chèque postal — Chèque bancaire

● Bulletin à renvoyer au C.C.N.J.
(81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

● Simon du désert

(Mex)

● Nous deux

(Rus)

L'enjeu de la succession

Michel Rocard

Charles de Gaulle médite aujourd'hui à Colombey-les-deux-Eglises sur l'ingratitude du peuple. Sa fin n'est pas à la mesure de son entrée dans l'histoire. Son destin s'inscrit entre les grandes secousses internationales et les affrontements de classe : il avait pu s'élever à la faveur de la guerre, il est tombé brisé par la grève de mai et ses suites.

Mais si les hommes politiques français se croient redevenus les maîtres du jeu et se précipitent déjà dans les subtiles combinaisons d'appareils ou de coteries, ils seront vite emportés dans la même tourmente que de Gaulle et avec moins de style.

La chute de De Gaulle est d'abord la manifestation ultime de l'effondrement du système politique auquel s'était ralliée la bourgeoisie. La véritable crise ayant été ouverte par le mouvement de mai, que le gaullisme n'a su ni prévoir, ni freiner, mai a entraîné sa condamnation dans bien des milieux de droite assez lucides pour se rendre compte qu'il fallait un autre type de pouvoir pour consolider leur domination ébranlée.

Il est peu utile de se demander pourquoi de Gaulle leur a fourni avec le référendum une occasion, sinon pour souligner qu'il a pris de court les préparatifs faits pour organiser sa succession, et que de ce fait les luttes internes aux groupes conservateurs apparaissent avec encore plus d'éclat.

Le gaullisme était progressivement réduit à l'impuissance en raison même des oppositions d'intérêts qui existaient entre les divers groupes qui lui servaient de support. La mise à l'écart du Général ne résout en rien ces contradictions. Les problèmes de l'économie et de la société françaises restent en suspens.

Les leaders politiques de la bourgeoisie hésitent entre deux types de solutions, et le choix des hommes et des équipes est relativement secondaire. Mais chacun des deux a de graves inconvénients.

Les solutions autoritaires

La solution autoritaire, dont l'animateur tout désigné mais pas unique est Pompidou, s'inscrit dans la suite logique d'un gaullisme en voie de dégénérescence. Sans de Gaulle elle perd une partie de ses atouts ;

elle ne peut les compenser que par un raidissement des attitudes à l'égard de toute contestation et une soumission plus grande aux désirs des forces conservatrices, mais aussi par quelques concessions spectaculaires aux revendications populaires.

La solution modérée et réformiste reposant sur des équipes assez disparates, aura contre elle les véritables forces de gauche et les forces de la revanche gaulliste ; elle ne pourra s'imposer qu'à force de concessions aux multiples groupes sociaux et économiques qu'elle devra tenter d'associer à son entreprise. Elle risque donc de coûter fort cher à ceux-là mêmes des éléments du grand patronat qui sont tentés de la jouer.

Elle peut séduire quelque temps des travailleurs qui attendent avec impatience des améliorations dans les procédures de négociation et dans les choix sociaux mais elle risque, en raison de sa précarité et de son impuissance, de les décevoir assez vite.

Il n'est même pas certain qu'un régime divisé, menacé sur ses deux ailes, ne soit contraint de se montrer bientôt aussi rigoureux et autoritaire qu'un régime de droite stricte.

Les forces socialistes n'ont donc pas à se poser le problème de savoir quelle est la plus mauvaise solution des deux. Pas plus qu'elles n'ont à modérer l'expression de leurs revendications pour laisser se déployer le jeu serein de la vie publique.

Le courant socialiste a entamé en mai une étape nouvelle de sa construction. Par la forme de sa contestation il a posé le problème de la lutte pour le changement de la société d'une façon radicalement nouvelle mais d'une façon qui correspond bien à la nature du problème.

Après avoir marqué une pause il doit mettre à profit la nouvelle crise pour reprendre un mouvement ascendant. Il peut en effet et il doit utiliser ce mois de mai 1969 pour expliquer que ce n'est pas seulement le problème d'une institution — celle de la Présidence de la République — qui est en cause, ou plutôt que l'on ne peut pas le poser en d'autres termes qu'en termes de pouvoir. Les Français ne croient pas au fond d'eux-mêmes que le choix du Président puisse s'effectuer à partir d'une discussion sur le rôle constitutionnel du dit

Président. En fait, tout est lié : le choix de l'homme engage complètement ceux qui le font : les actes du nouvel hôte de l'Élysée peuvent orienter toutes les options politiques ultérieures. Il y a une cohérence dans les systèmes de pouvoir, le Président est un rouage du système au même titre que le gouvernement et l'un et l'autre ne sont que des expressions de forces réelles.

Une candidature du courant socialiste

Le courant socialiste ne peut donc prendre part à la campagne que s'il y pose ensemble les problèmes qui sont liés. Souligner que depuis mai 1968, la question du pouvoir dans l'entreprise, le rôle des groupes qui contrôlent l'information, la crise universitaire n'ont en rien évolué et appellent toujours des transformations profondes, ce n'est pas faire une diversion par rapport au problème de l'élection présidentielle, c'est mettre celle-ci sous son vrai jour.

De même, demander que les options des candidats sur l'Alliance atlantique ou les relations européennes, ou les relations avec l'U.R.S.S. soient clairement définies, ce n'est pas chercher à diviser la gauche, c'est chercher à la rendre plus cohérente, donc plus efficace.

Encore faut-il que tous ces problèmes puissent être clairement posés. Cela signifie que pour nous la campagne ne peut se dérouler dans le champ clos des salles de réunions où des leaders égrènent leurs considérations devant des auditeurs passifs. Elle doit être une œuvre collective, à partir de multiples formes, dans tous les secteurs du travail et des quartiers et par conséquent elle doit associée étroitement la montée du courant socialiste dans tous les milieux de travailleurs. Une candidature, ce n'est pas un a priori, c'est une conclusion. Une campagne a moins pour objet de déplacer des suffrages que de changer le rapport des forces par la prise de conscience, l'explication et l'organisation. La crise de la société française ouvre aujourd'hui la perspective d'une victoire du socialisme. Notre tâche d'aujourd'hui est de faire de la campagne présidentielle une nouvelle étape vers cette victoire. □

André Malraux : des phantasmes inquiétants

André Bielany

S'il est une voix que le régime pouvait utiliser jusqu'à ce jour pour grandir aux yeux de l'opinion quelque entreprise délicate, c'est celle d'André Malraux. Le ministre des Affaires culturelles immobile à son poste depuis le début du règne, incarnait cette stabilité dont se flatte le gaullisme. Il incarnait surtout par son passé, l'héroïsme et la fidélité : romancier célèbre, prêtre de l'art, il est « l'homme total », figure fascinante pour amateurs de belles destinées.

Rien ne lui manque : prestige, éloquence, un visage, une voix. Jadis partisan des grandes causes, il a su garder les mains propres dans la grande mêlée gaulliste et jamais dans ses déclarations, à l'instar de son maître, il ne s'est abaissé jusqu'aux faits politiques les plus prosaïques ; toujours il a su, recourant à l'allusion, donner à ses discours la marque des grands idéaux.

La basse du régime

Malraux n'est pas de Gaulle : il n'est pas Pompidou. C'est le grand serviteur modestement désintéressé, et s'il reste quelques ombres dans sa carrière, l'opinion ne les perçoit pas. D'ailleurs peu importe.

Le ministre a toujours été des grandes fêtes. Ses discours sont écoutés. Sa présence est remarquée. On le voit encore, visage ravagé par l'émotion au bras du martial Michel Debré, le 30 mai devant l'Arc de Triomphe. On l'entend au Palais des Sports faire une campagne cabotine pour le oui, ce sont les grands moments du régime. Doit-on considérer le congrès de l'U.J.P. à Strasbourg comme un « grand moment du régime » ? La seule présence d'André Malraux aux côtés de ténors de ce super-show gouvernemental pourrait justifier une réponse affirmative. En tout cas cette basse y fit un discours digne de la meilleure éloquence gaulliste et fort remarqué de la presse.

Tandis que la majorité se savait menacée de l'intérieur et de l'extérieur, quand s'ouvre la succession, ce n'est pas par hasard qu'a été réunie la troisième génération du gaullisme et le discours d'un ministre a pu résonner alors comme une charte idéologique. Et ce ministre, c'est l'auteur de « L'Espoir », des « Antimémoires », très lus des futurs bachéliers qu'étaient la plupart des congressistes de Strasbourg. Il s'agit d'un appel à l'action, voire à l'apostolat dont nous voulons aujourd'hui examiner le contenu toujours actuel en dépit de l'épisode du référen-

dum. On y trouve aussi bien des menaces pour l'avenir.

Quand le penseur pense Marcellin

Sachant construire une allocution et argumenter sans en avoir l'air, il procède à ce que d'autres appelleraient une analyse historique. En l'occurrence, une fresque. Il explique le mouvement de mai par une crise mondiale de l'esprit. Cette thèse qui ne surprend pas à vrai dire, est développée avec une éloquence enchantée. Voyons plutôt : « Cette crise, nous savons qu'elle n'a pas eu de pareille depuis la fin de l'Empire Romain. Le dernier des grands empires s'effondrait dans un grand fracas de dieux écroulés... Le Saint Empire Romain Germanique devait plus tard tenter d'assouvir le grand rêve né du souvenir de l'Empire d'Auguste... Ce monde qui s'écroule, c'est le monde des grandes monarchies, héritier de la chrétienté... Le temps des grandes civilisations agraires dans lesquelles le pharaon Ramsès eût pu parler avec Napoléon, alors qu'il ne pourrait parler ni avec M. Brejnev ni avec le président Nixon... » On veut bien le croire ! En arrière-plan, sans aucun doute, l'idée suggérée de la grandeur et du tragique d'un règne : celui du général de Gaulle. Point de complaisance, point de vulgarité : le monde étant la proie de conflits de civilisations, comment parler de crises économiques et de crises sociales, de la vie des hommes ? Malraux n'est pas un politicien, mais un penseur de l'Histoire.

D'ailleurs il poursuit : « Nous sommes à la veille de la conquête d'astres peut-être morts, dans la plus puissante civilisation que le monde ait connue et qui n'a pu créer ni un temple ni un tombeau. C'est pourquoi la crise qui déferle est beaucoup plus qu'en 1920 une crise de l'esprit... une révolte métaphysique. » Comme l'ont prouvé les revendications d'ouvriers et d'étudiants en grève, la montée du chômage. Pour consolider son argumentation, Malraux qui n'innove pas, sépare le mouvement des travailleurs de celui des étudiants vite assimilés à quelques anarchistes confus. « Les étudiants révoltés n'étaient qu'avec eux-mêmes : les grévistes sérieux étaient avec une majorité qui depuis longtemps n'était plus majoritaire », dit-il un peu plus loin.

Il ajoute : « Que la révolte soit métaphysique son incroyable confusion dans le domaine politique le montre. » Ce sophisme est trop gros.



A.D.N.P.

M. Malraux a-t-il d'ailleurs seulement lu le rapport de M. Marcellin ? Peu importe, les idées contradictoires de l'un et de l'autre se retrouvent pêle-mêle dans les déclarations du gaullisme. Ici la fantaisie passe grâce au mouvement du discours, grâce également à la bonne volonté de l'auditoire peu enclin à la critique. Montrant que l'idée dominante en mai fut celle de la « fécondité du chaos à l'état pur », l'orateur condense sa logique : si la révolte fut métaphysique et si « un problème métaphysique n'a pas de solution politique », c'était un « piège que de rechercher une solution politique ».

Raisonnement parfait comme on le voit, dont voici la conclusion implicite : pour empêcher certaine humanité de se jouer d'elle-même, le meilleur service qu'on pût lui rendre, c'était la répression. M. Malraux, soyons juste, ne le dit pas. Est-il seulement le jouet de sa propre éloquence ? Au stéréotype succède une envolée lyrique sur l'infortune de nos « nihilistes », puis sur le destin dérisoire de l'opposition dont il ne reste rien sauf... le parti communiste et le « marais coassant des non ». De quoi rêver.

Un désespoir utile

Devant le nihilisme et autres dangers latents, les jeunes gaullistes ont un adversaire : la « démission sans précédent de la jeunesse mondiale ». Telle est aujourd'hui la situation.

« Cet immense désespoir, cette révolte qui confond les convulsions avec la continuité (de quoi ? pourrait-on demander) sans laquelle il n'y a pas d'action (en vue de quoi ?), c'est ce que j'ai appelé jadis l'illusion lyrique, mais c'est aussi la forme tragique de la démission. Avec la mitraille de stéréotypes abstraits, deux formules littéraires, noblesse oblige, qui feraient les délices des adolescentes des beaux quartiers. C'est que l'orateur est arrivé à son objet : la mission des jeunes gaullistes « en face d'un abandon qui parcourt le monde comme un intermittent incendie, que pouvez-vous faire ? Reprendre pour votre compte une phrase que vous n'avez pas oubliée : « Je ne me demettrai pas ». Plus loin : « Vous êtes séparés de vos adversaires parce qu'à la foi dans la fécondité du chaos, vous opposez la foi dans la fécondité de l'action ». Voilà pour l'essentiel.

Le programme ? « Un Etat moderne capable d'ordonner la France des cinquantes années... plus de justice sociale et nous finirons bien par y

parvenir », assure-t-il, « la participation » : soit la troisième voie entre le communisme et la réaction, lutte des intérêts particuliers contre l'intérêt national (!).

Après une attaque à peine voilée contre l'« impuissance impersonnelle », l'orateur aborde sa péroraison : « Ce fut à plusieurs reprises le sort du gaullisme de donner la vie à ce que ses adversaires avaient seulement été capables de rêver. Puissiez-vous prendre ici la résolution de combattre pour les seuls rêves auxquels on peut donner la vie : vous y reconnaîtrez ceux du peuple de France ! »

Un arsenal idéologique

Au total la première qualité de ce discours, c'est le style d'un écrivain encore prestigieux. Le mouvement est ample, le lyrisme exalté, les allusions charment l'esprit des gens sensibles avant tout au bien dire. Bonne page d'anthologie... en réserve du gaullisme. Le vocabulaire abstrait contribue à la noblesse du ton : « l'action », « la fécondité », « la continuité », « le refus de la démission », « la volonté créatrice », « le poids des intérêts », « le destin » et pourquoi pas ? « la participation ». Mais ce vocabulaire, nous le connaissons : il constitue l'arsenal de la plupart des ministres de la V^e République. Première observation : le talent de Malraux consiste à noyer nombre de stéréotypes et de clichés dans le flux de son discours. Deuxième observation : deux ou trois slogans et ce vocabulaire sont le fond idéologique d'un programme politique à peine esquissé. Bien plus, une telle idéologie semble se passer de programme. Voilà qui est dangereux... On observera facilement que ces abstraits recouvrent une multitude de contenus politiques ; or le discours a pour objet, entre autres, de fonder une troisième voie entre la réaction et le « totalitarisme », opposant magistralement action à démission. Libre au futur militant d'interpréter et de justifier au nom de cet idéal, l'action que dicteront les circonstances. La troisième voie, ainsi tracée, mène d'Edgar Faure à Marcellin, de Couve à Pompidou, des illusions du libéralisme, aux réalités de l'autoritarisme. Aussi le ministre a-t-il sacrifié au culte de la grandeur et de l'héroïsme, plus qu'il n'a montré de rigueur et de clairvoyance.

Malraux délirait à Strasbourg : d'aucuns sauront bien recueillir les phantasmes de son délire. □

Les aspirations des CDR

Le fascisme n'est pas à nos portes. Il n'y a pas encore en France de mouvement de masse qui se pose explicitement pour objectif la destruction des organisations politiques et syndicales représentant la classe ouvrière et les travailleurs en général. Mais cela ne saurait nous fermer les yeux sur certains développements récents à l'intérieur du camp gaulliste ou plus exactement pompidolien maintenant.

Depuis leur grande peur de Mai nos « hommes d'Etat » se sont efforcés d'organiser des corps de guerre civile en recrutant grâce aux moyens de l'Etat les éléments les plus rétrogrades de notre société ; repris de justice, déclassés à la recherche de moyens d'existence, enseignants en mal d'autorité, etc. Jusqu'à présent l'activité de ces différents groupes C.D.R., S.A.C. a été relativement limitée, mais il ne faut pas les laisser s'enhardir, et prendre l'habitude des victoires faciles sur les militants de la gauche et de l'extrême-gauche. Il faut au contraire les faire rentrer dans leur trou comme des bêtes malfaisantes dès qu'ils lèvent la tête.

A titre d'échantillon de la « pensée politique qu'ils véhiculent, nous donnons à nos lecteurs le contenu d'un tract diffusé par la fédération alsacienne du P.S.U. Elle a relevé dans le journal dirigé par André Bord une série de « vœux » et a établi le parallèle avec les vœux de Hitler tels qu'ils transparaissent dans son œuvre.

Quelques comparaisons de textes

Discipline

Imposer une discipline aux adhérents de l'U.D.R. (Le Courrier de Strasbourg, numéro 50.)

Il était utile de doter le mouvement d'une force centrale pratiquant l'autorité absolue dans le commandement. (Hitler, Mein Kampf, p. 360.)

Télévision et propagande

Rénover les programmes de la télévision qui doit devenir un véritable instrument d'information du Gouvernement. (Le Courrier de Strasbourg, numéro 50.)

Le but de la propagande n'est point un exemple, de doser le bon droit des divers partis, mais de souligner exclusivement celui du parti que l'on représente. Elle n'a pas non plus à rechercher objectivement la vérité, si celle-ci est favorable aux autres, et l'exposer aux masses sous couleur d'une équité doctrinaire, mais à poursuivre uniquement celle qui lui est favorable à elle. (Hitler, Mein Kampf, p. 183.)

Eviter que ce puissant moyen d'information soit disponible aux agressions psychologiques dont la France a été victime depuis quelques années et notamment depuis les événements de mai 1968. (Le Courrier de Strasbourg, numéro 50.)

Aussitôt que notre propagande cède à la partie adverse une faible lueur de bon droit, la base se trouve posée pour douter de notre propre bon droit. Alors la masse

n'est plus en mesure de discerner où finit le tort de l'adversaire et où commence le nôtre. (Hitler, Mein Kampf, p. 184.)

Etrangers et fonctionnaires

Expulser les étrangers subversifs (Le Courrier de Strasbourg, numéro 50.)

La nationalisation de notre masse ne pourra réussir que si, outre le combat mené pour conquérir l'âme de notre peuple, on entreprend de détruire ses empoisonneurs internationaux. (Hitler, Mein Kampf, p. 338.)

Mettre hors d'état de nuire les fonctionnaires complices. (Le Courrier de Strasbourg, numéro 50.)

La nouvelle loi sur les fonctionnaires du 26 janvier 1937 prévoyait la révocation de tous les fonctionnaires, juges compris, pour « opinions politiques douteuses ». (William Shirer, Le Troisième Reich, p. 214.)

Etat d'urgence et sauvegarde des idéaux

Proclamer l'état d'urgence si la situation devait s'aggraver. (Le Courrier de Strasbourg, numéro 50.)

Les restrictions à la liberté personnelle, au droit de la libre expression des opinions, y compris la liberté de presse ; les restrictions sur les droits d'assemblée et d'associations ; les violations du secret

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption)

EDITIONS DU SEUIL

— LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE (Hubert Lesire-Ogrel)	6,00
— LA C.G.T. (André Barjonet)	4,50
— COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE	15,00
— LA FIN DE L'UTOPIE (Herbert Marcuse)	8,50
— LES COMMUNISTES FRANÇAIS (Annie Kriegel)	7,50
— QUE FAIRE ? (Lénine)	7,50
— LE MOUVEMENT DE MAI OU LE COMMUNISME UTOPIQUE (Alain Touraine)	21,00
— LE SOCIALISME DIFFICILE (André Gorz)	16,00
— LE THEATRE HORS LES MURS (Ph. Madral)	6,00
— LE DEVOIR DE VIOLENCE (Prix Renaudot)	15,00
— LA CONQUETE DES POUVOIRS (Gilles Martinet)	15,00

EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME (N. Boukharine) ..	15,00
— MARX ET ENGELS (Conférence faite aux cours de marxisme près l'Académie socialiste 1922 - D. Riazanov)	15,00
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE (N. Boukharine) ..	20,00
— L'IRRUPTION DE NANTERRE AU SOMMET (Henri Lefebvre)	15,40

EDITIONS MASPERO

— LIRE LE CAPITAL (L. Althusser - E. Balibar)	
Tome I	6,15
Tome II	6,15
— A.B.C. DU COMMUNISME (N. Boukharine - E. Préobrajensky)	
Tome I	6,15
Tome II	6,15
— DEMOCRATIE ET CONTROLES OUVRIERS (Max Adler)	9,90
— PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE (Charles Bettelheim)	6,15

EDITIONS GRASSET

— L'EMPIRE AMERICAIN (Claude Julien)	25,00
--	-------

EDITIONS JULLIARD

— LE LAMINAGE CONTINU (Pierre Belleville)	20,70
---	-------

COLLECTION 10/18

— LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (Lénine)	2,90
---	------



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

des communications postales, télégraphiques et téléphoniques ; les mandats de perquisition ; les ordonnances de confiscations aussi bien que de restrictions sur la propriété sont également autorisés au-delà des limites légales autrement prévues. (Hitler, décret pour la protection du peuple et de l'Etat, 1933.)

Appliquer enfin les mesures de sauvegarde des idéaux de Patrie, de Progrès, de Paix et de Liberté. (Le Courrier de Strasbourg, numéro 50.)

Pour moi et pour tous les vrais nationaux-socialistes, il n'existe qu'une seule doctrine : Peuple et Patrie. (Hitler, Mein Kampf, p. 213.)



Qui sont ces Non

Gilbert Hercet

Le non l'a donc emporté, et le Général est parti. Pour certains, il est sans doute de bonne guerre de voir là une victoire de la gauche. En fait, mieux vaut sans doute regarder les choses en face : c'est, bien sûr, la gauche qui fournit la part la plus importante des votes non, mais à elle seule, la gauche une fois de plus aurait été défaite. L'analyse rapide qu'on peut faire aujourd'hui du scrutin du 27 Avril est lourde de signification politique. Les points les plus importants semblent en effet les suivants.

L'abstention (19,42 %)

Elle a été relativement faible, plus faible en tout cas qu'on ne l'aurait cru il y a quelques semaines. Ceux des abstentionnistes d'il y a quinze jours qui sont finalement allés voter n'ont pas voté oui, comme l'espéraient les gaullistes, mais ont été entraînés dans le courant des non. Il y a probablement eu en revanche des électeurs gaullistes qui se sont abstenus le 27 Avril, comme l'indiquent les chiffres élevés d'abstention dans des départements traditionnellement favorables au oui (Bas-Rhin, Haut-Rhin, par exemple).

Les départements traditionnellement orientés à gauche

Ils ont majoritairement voté non. Mais l'ampleur de ces non n'est pas beaucoup plus forte que celle des suffrages obtenus par François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Que ce soit dans la Haute-Garonne, dans la Corrèze, dans le Lot-et-Garonne, dans l'Hérault ou dans le Vaucluse, le nombre des non n'est pas, en pourcentage, très supérieur au nombre des suffrages Mitterrand de 1965. Il y a même des départements, à forte tradition de gauche, qui ont voté non dans une proportion inférieure à leur vote Mitterrand en 1965. C'est le cas par exemple pour l'Ariège (59,3 % de non contre 62,5 % de voix Mitterrand en 1965), l'Aude (61,5 % en 1969, 64,9 % en

1965), le Gard (59,7 % en 1969, 60,1 % en 1965), le Gers (61,6 % en 1969, 65,2 % en 1965) et la Nièvre (60,1 % en 1969, 61 % en 1965). Ce n'est donc pas d'un nouveau sursaut des « départements de gauche » qu'est venue la victoire du non.

La victoire de la droite anti-gaulliste

Le déplacement de voix important s'est fait en réalité dans les zones de forte implantation du centre et de la droite traditionnelle. Ce sont les centristes, les giscardiens, et parfois des gaullistes « orthodoxes » qui ont fait pencher la balance en faveur du non. Des villes entières, jusque-là classées comme « modérées » sont tombées dans le camp des anti-gaullistes : Rouen, Reims, Dijon, Caen, Calais. C'est dans les départements où l'implantation droitière et centriste est la plus forte que le oui perd le plus de suffrages par rapport à 1962 et 1965. Dans l'Eure, le non remporte 55,4 % des voix, alors que De Gaulle l'avait emporté en 1965 dans ce département avec 55,8 % des suffrages exprimés : le résultat est pratiquement inversé. La situation est comparable dans la Gironde, dans le Jura, le Loir-et-Cher, la Meurthe-et-Moselle, la Savoie, la Seine-Maritime ou l'Yonne. Même dans les départements où le oui l'emporte, la perte est sévère pour le gaullisme : ainsi dans le Maine-et-Loire (58 %, contre 67,5 % au deuxième tour des présidentielles), dans la Manche (58,4 % contre 73,3 %), dans

l'Orne (51 % contre 67,1 %), dans le Bas-Rhin (68,2 % contre 79,9 %) ou dans les Vosges (53 % contre 62,9 %).

Cela ne veut pas dire bien sûr que dans toutes ces villes et tous ces départements le patient travail des militants du courant socialiste a été nul. Sans doute est-il même appréciable dans certains cas. Mais il est clair que, statistiquement, cet effort représente peu à côté du revirement des électeurs dits centristes, également sensible à Paris, tout entier passé dans le camp des non, y compris (et parfois surtout) dans les beaux quartiers.

Ce sont donc bien les centristes, et la clientèle de la droite traditionnelle qui, renforçant le courant de gauche, ont permis à la France d'être majoritairement hostile au gaullisme. Cette analyse est d'ailleurs confirmée et renforcée par l'étude des catégories socio-professionnelles qui ont basculé dans l'anti-gaullisme.

Le notaire, le pharmacien et l'épicier

Les sondages scientifiques opérés par l'Institut français d'opinion publique (I.F.O.P.) permettent de savoir comment se décompose l'électorat gaulliste. Le tableau suivant donne la structure de cette clientèle, selon l'I.F.O.P., en 1962 (avant le référendum), en 1965 (avant l'élection présidentielle) et en 1969 (avant le référendum, moyennes calculées sur plusieurs sondages effectués en avril) :

	votent		
	Oui le 28-10-1962	De Gaulle 19-12-1965	Oui en avril 1969
Agriculteurs	71 %	60 %	62 %
Industriels et Commerçants	47 %	67 %	46 %
Cadres supérieurs et professions libérales	62 %	60 %	39 %
Employés	56 %	53 %	50 %
Ouvriers	61 %	45 %	45 %
Inactifs	65 %	60 %	60 %

Au-delà des commentaires apportés par les uns ou les autres, à l'issue du référendum, il faut revenir aux chiffres. Leur analyse précise et scientifique, ne répond pas toujours à nos aspirations. Elle donne plutôt la mesure des difficultés que va devoir affronter la gauche socialiste. Autant les connaître, pour mieux se préparer aux conflits des semaines à venir.

La leçon de ce tableau est claire : ce sont surtout les cadres supérieurs et les membres des professions libérales, majoritairement favorables au gaullisme jusqu'alors, qui l'ont « lâché » le 27 avril 1969.

Ce ne sont pas les travailleurs de la classe ouvrière qui ont fait la « différence » en faveur du non, mais la bourgeoisie la plus traditionnelle, soucieuse de se débarrasser désormais du vieux général-président.

Le déclin du gaullisme de De Gaulle

Du reste, le général n'a fait que perdre des voix à chacune des consultations où il était personnellement engagé — référendums, élection présidentielle depuis 1958 — cependant que les gaullistes, parallèlement, en gagnaient à chaque fois dans les élections classiques. Les deux courbes devaient bien finir par se croiser.

Si l'on excepte le référendum du 8 avril 1962, où tout le monde (sauf le P.S.U.) votait oui, les résultats « personnels » du général ont, en effet, été successivement les suivants :

28 septembre 1958 : 79,2 % des suffrages exprimés.

8 janvier 1961 : 75,3 % des suffrages exprimés.

28 octobre 1962 : 61,7 % des suffrages exprimés.

19 décembre 1965 : 55 % des suffrages exprimés.

27 avril 1969 : 43,17 % des suffrages exprimés.

Pendant ce temps, les résultats législatifs du gaullisme étaient en hausse constante. En Juin 1968, si l'on considère le **tour décisif** (c'est-à-dire le premier ou le deuxième tour, selon que dans la circonscription considérée le député est élu au premier ou au deuxième tour), la majorité gaulliste a obtenu 50,88 % des suffrages exprimés. Ainsi, non seulement il n'était plus indispensable d'avoir le général pour remporter une élection, mais on réussissait même à faire mieux sans lui. Dès lors, les électeurs gaullistes non sentimentaux pouvaient tranquillement se débarrasser de la figure de proue : elle n'était plus utile ; la relève était désormais assurée.

La géographie politique du pays n'a pas varié

Si ces électeurs marginaux — centristes, giscardiens, droite du gaullisme — ont fait pencher le plateau de la balance du côté des non, la carte du référendum nous montre une France politique inchangée. Les structures de la géographie politique du pays n'ont guère évolué depuis 1902. Cela aussi, c'est une leçon du scrutin : les « pesanteurs » sociologiques continuent bel et bien à peser sur

la France. Les mutations ne se font pas en un jour.

L'ambiguïté du camp des non

Compte tenu de tout ce qui vient d'être dit, on comprend certes que les centristes croient à nouveau à leurs chances et se livrent à nouveau avec délices aux jeux et plaisirs des combinaisons d'appareils. Mais on comprendrait mal que la gauche s'y laisse prendre. De ce point de vue, on peut s'inquiéter de cette phrase de Jacques Ozouf, dans l'article, par ailleurs excellent qu'il a donné au **Nouvel Observateur** : « La grande nouveauté d'un tel scrutin, pour la gauche, ce pourrait être la renaissance d'un centre. Hors de la révolution, la seule issue politique, pour elle, est bien la reconquête des élections centristes ». Et Georges Marchais tombe dans le même piège lorsqu'il réclame « l'unification du camp des non ».

Mais ne voient-ils pas que la sociologie et la géographie montrent absolument combien cette alliance serait contre nature ? C'est évidemment aux travailleurs restés cette fois encore dans le camp gaulliste qu'il faut s'adresser si l'on veut donner au socialisme une aspiration majoritaire, et non pas au bataillon serré des commerçants petits bourgeois, industriels et vétérinaires de droite qui se sont

laissés entraîner dans l'anti-gaullisme, rassurés qu'ils étaient par la double présence de Georges Pompidou et d'Alain Poher.

Les militants du courant socialiste savaient bien que ce n'était pas un « cartel démocratique » (même « avancé » !) qui ouvrirait la voie du socialisme : l'analyse du scrutin du 27 avril en apporte une fois de plus la preuve éclatante. □

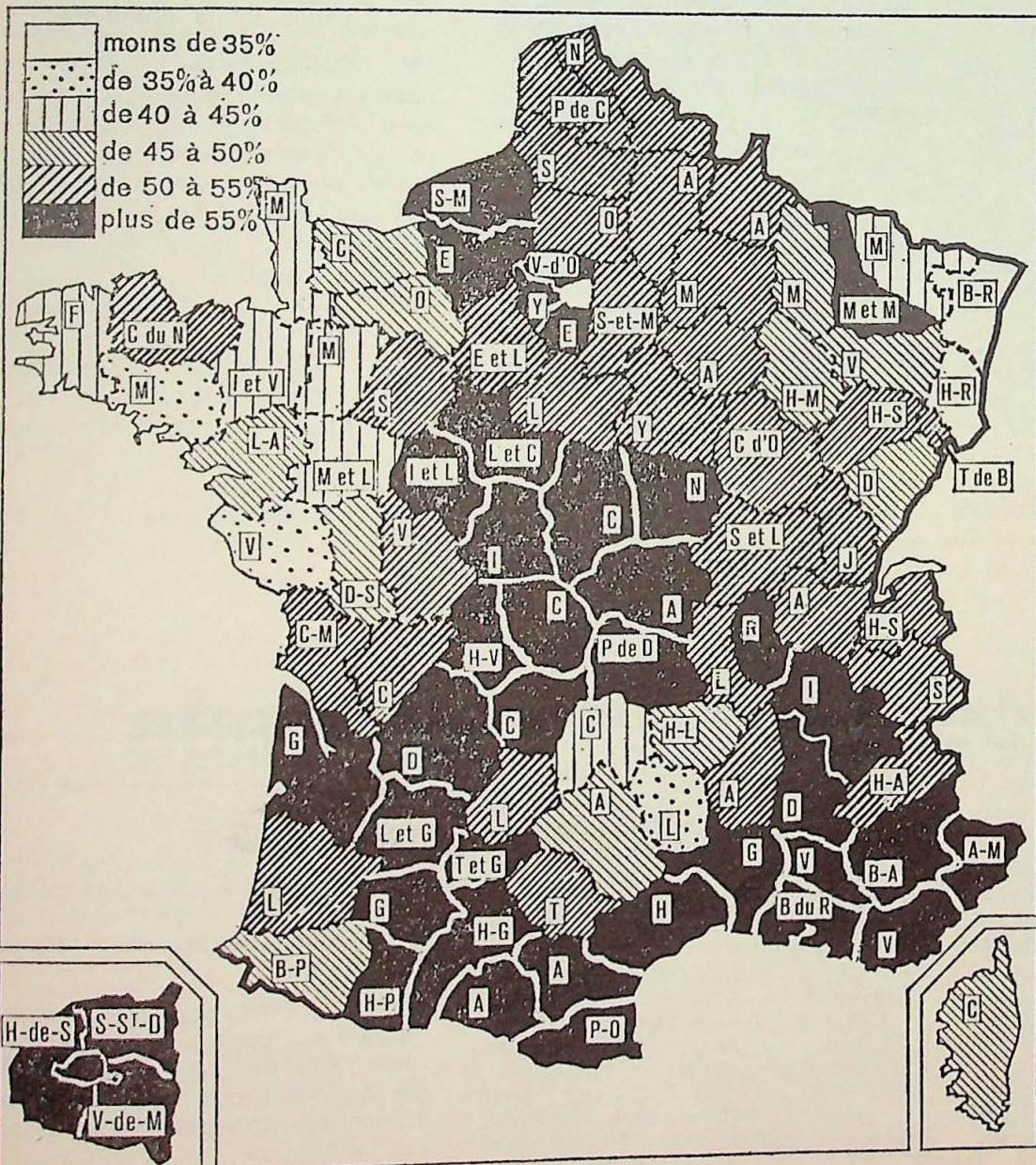
COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL DU P.S.U.

Ebranlé par la crise révolutionnaire de Mai-Juin 1968, le régime du Général de Gaulle n'aura réussi à prolonger que de quelques mois une existence précaire. Une fraction de plus en plus importante des tenants du grand capital et des classes moyennes s'est détachée de lui, parce que les méthodes gaullistes lui faisaient craindre de nouvelles crises. En même temps, les masses populaires qui ont rapidement vu disparaître les avantages consentis en Mai et qui se sont heurtées tant à la répression qu'aux tentatives d'intégration sous le couvert de la « participation », ne pouvaient que manifester leur opposition.

La victoire des « non » crée une situation politique nouvelle, mais confuse. Ce n'est pas un mouvement social comme en Mai-Juin 68, mais une conjonction de forces politiques fort diverses qu'a produit cette crise au sommet. Celle-ci ne détermine encore par elle-même aucun changement décisif. Les solutions de rechange conservatrices de Pompidou à Poher trouvent un écho non négligeable dans le pays, dans la mesure où ne s'est pas encore affirmé avec assez de force un courant socialiste vraiment révolutionnaire qui assume les objectifs sociaux du mouvement de Mai. Il n'est plus possible d'envisager un simple changement d'homme ou d'équipe pour poursuivre une politique analogue à celle que le pays vient de condamner.

Face à la bourgeoisie prête à tout pour conserver son pouvoir, les forces du travail doivent affirmer clairement leur volonté et leurs objectifs. C'est un pouvoir de transition vers le socialisme qu'il convient plus que jamais de préparer. Le P.S.U. pour sa part se déclare prêt à rechercher avec toutes les forces du mouvement de Mai les conditions d'une affirmation politique du courant socialiste dans les prochaines batailles et en particulier dans celle de la campagne présidentielle.

(28 avril 1969 - 4 heures.)



D'après le Monde du 29 avril.



Lutte à Saint-Gobain

Albert Cessertisseur

Après Tilsitt où les syndicats ne se virent accorder que le droit de se taire, le mécontentement montait parmi les travailleurs du verre. Une première réunion paritaire, le 12 mars, connut un échec. Huit jours plus tard, c'est sur le plan de la compagnie Saint-Gobain que les centrales syndicales représentatives tentent d'amorcer un dialogue. Les résultats de cette discussion sont dérisoires. La Confédération Générale des Cadres et la C.F.T.C. de Joseph Sauty se déclarent prêts à signer un accord sur ces bases mais toutes les autres centrales syndicales repoussent un tel projet et lancent

un ordre de grève générale de vingt-quatre heures pour le 25 mars. Elles menacent de faire suivre ce mouvement de grèves tournantes.

Devant la détermination des travailleurs à poursuivre la lutte, la direction de la Compagnie prend peur et convoque une nouvelle réunion paritaire pour le 25 mars, jour prévu pour le déclenchement de l'action. Les propositions faites par la direction sont nettement plus proches des revendications des travailleurs. Elles prévoient une augmentation générale de 3,5 %, une majoration des primes d'ancienneté, des primes de pa-

nier et des indemnités de dérangements de 4,5 à 5 %. En aucun cas, l'augmentation prévue ne pourra être inférieure à la somme de 0,17 F de l'heure. L'accord prévoit également une réduction d'une heure par semaine jusqu'au retour aux 40 heures, en juillet 1971, avec compensation totale de salaire. L'accord prend effet au 1^{er} mars 1969 ; il est signé par la Confédération Générale du Travail, la C.F.T.C. et la C.G.C. La C.F.D.T., bien que jugeant les résultats obtenus positifs, a refusé d'approuver l'accord étant donné qu'il ne comporte aucune réduction de la hiérarchie des salaires. □

Ivry : Licenciés et expulsés

Les Etablissements Muller (Ivry) ferment leurs portes et les ouvriers ont tous été licenciés. C'est déjà un drame pour eux, mais il est augmenté du fait que leurs familles logeaient dans l'entreprise.

Ainsi les travailleurs sont mis à pied et ils doivent aussi quitter leur logement.

Quand on connaît la crise du logement, comment veut-on que ces familles

puissent trouver un logement avant la fin du mois ?

Il faut remarquer, une fois de plus, que lorsqu'on a besoin d'un travailleur, on lui fait « une fleur » en lui procurant un logement ; mais lorsqu'on n'en a plus besoin, on lui retire ce qu'il a eu pour mettre à l'abri sa femme et ses enfants.

Certaines familles sont au travail dans l'entreprise depuis 10 ans, c'est

dire tout ce qu'ils y ont apporté. Aux difficultés dans lesquelles se débattent les parents, il faut ajouter les conséquences psychologiques auprès des enfants.

Il faut tout faire pour que ces familles ne soient pas expulsées, pour que ces enfants ne soient pas inquiétés tant que les services de l'entreprise n'auront pas trouvé un logement pour ces familles. □

Tchécoslovaquie

A l'heure de l'alignement

Victor Fay

Ce que les Soviétiques n'ont pu imposer lors de leur intervention militaire devant la résistance de tout un peuple, ils y sont finalement parvenus, grâce à la progressive dissociation de l'équipe au pouvoir à Prague. La tactique est toujours la même. On agite l'épouvantail d'un coup d'Etat militaire prosoviétique, voué à l'échec d'avance puisque l'immense majorité de l'armée nationale était résolument attachée à la politique des réformes et aux hommes qui en étaient les protagonistes. On provoque des attaques contre les institutions soviétiques pour compromettre les manifestations de masse, pacifiques et disciplinées, contre l'occupation soviétique.

étudiants et les syndicats ouvriers, qui faisait leur force, ne pourra plus s'opérer que par le canal officiel du front national. La grève des étudiants contre le limogeage de Smrkovski et de Dubcek n'a pas été suivie dans les usines, les ouvriers se limitant à protester contre cette mesure.

Décidé à briser les résistances

Husak annonce franchement la couleur. Il sait que les mesures, qu'il se propose de prendre et qu'il croit indispensables, seront impopulaires. Il veut convaincre, mais il dit d'avance que, là où la persuasion ne suffirait pas, il aura recours à la force. Les arrestations, les renvois

l'œuvre de redressement économique alors que les conseils ouvriers sont mis en sommeil, les syndicats soumis aux consignes du parti, le niveau de vie des travailleurs amputé. Il est décidé à briser les résistances d'où qu'elles viennent, de rétablir la censure, de baillonner la presse, d'imposer « l'ordre », en étouffant par tous les moyens les signes de mécontentement.

Le renvoi de Smrkovski et la démission de Dubcek n'inaugurent pas, mais achèvent l'élimination des dirigeants qui, tout en acceptant des concessions et des compromis, voulaient préserver l'essentiel de la grande réforme de janvier 1969. Certes, Dubcek reste membre du



A.F.P.

On fait croire aux Tchèques qu'ils ont évité une catastrophe, que la nouvelle direction est la moins mauvaise possible et que toute tentative de résistance précipitera le pays dans l'abîme. C'est le chantage permanent qui, depuis la rencontre de Cierna, mène les dirigeants tchèques de capitulation en capitulation, jusqu'à l'abandon définitif des décisions et des projets qui donnaient au « printemps de Prague » sa portée et sa valeur. La remise en ordre sera rapide et brutale. Husak ne s'est pas gêné pour le dire.

Espérer que ce communiste autoritaire tolérera l'opposition, les critiques publiques, les grèves, c'est se leurrer soi-même. Le « rôle dirigeant » du parti sera rétabli ainsi que le « centralisme démocratique », autrement dit la dictature de l'appareil. La conjonction entre les

des récalcitrants ont commencé.

Il serait erroné de penser qu'il prépare le retour au régime novotnyste. Un tel retour est impossible sans un bain de sang. Il est donc à prévoir que les excès les plus choquants du régime policier seront évités à l'avenir. Husak en a souffert lui-même et doit s'en souvenir. Cependant, quant au fond, l'alignement sur les pays « orthodoxes » paraît prochain. « Rude Pravo » condamne la recherche même d'un nouveau modèle du socialisme. Privé du soutien populaire, Husak se montrera d'autant plus empressé à chercher des appuis extérieurs. Il y compte pour sortir d'une situation économique et sociale catastrophique.

Homme politique « réaliste », il ne se fait nulle illusion quant à la coopération bénévole des ouvriers à

præsidium du parti ; il obtient le poste honorifique de président de l'Assemblée Fédérale. Il est devenu à la fois garant et otage de la nouvelle direction. Sa présence démobilise pour une part la résistance populaire, laisse croire, malgré l'évidence, à la possibilité de poursuivre, en plein « regel » le « printemps de Prague ». Le même rôle a été assigné à Polacek président des syndicats, qui entre au præsidium du parti.

Un Gomulka tchécoslovaque

Par ses tergiversations, Dubcek a facilité le grignotage de sa politique et de son équipe. Il n'a pas compris que, peu avant la conférence communiste mondiale, les soviétiques n'étaient pas libres d'intervenir militairement ; ils risquaient ce faisant de compromettre la tenue de cette conférence. C'est pourquoi les menaces du maréchal Gretchko

étaient dans l'immédiat sans grande portée. En s'inclinant, en acceptant de rester au praesidium, Dubcek a montré qu'il n'était plus à la hauteur de la situation, que son rôle, de positif est devenu négatif.

C'est Husak qui est devenu le Gomulka tchécoslovaque. Ce n'est pas un simple agent soviétique. Il a certaines assises populaires en Slovaquie ; il est, à sa façon un national-communiste. Il faut reconnaître aussi que cet ancien prisonnier politique, qui, comme Gomulka n'a jamais « avoué », a toujours été le partisan de la conception stalinienne du parti et de l'Etat, dont il n'a combattu que les excès et abus. Il l'appliquera maintenant à son profit avec une redoutable rigueur.

L'éclatement de la nouvelle direction tchécoslovaque était prévisible. Elle exprimait les intérêts contradictoires non seulement des Tchèques et des Slovaques, mais surtout des partisans de la « petite réforme », acceptable pour les Soviétiques, et de ceux de la « grande réforme » qui risquait de déboucher sur un « nouveau modèle » du socialisme. Cette dernière était inacceptable aussi bien aux Soviétiques et à leurs alliés « orthodoxes » qu'aux réformateurs « modérés » tchécoslovaques. Ceux-ci voulaient

éliminer les abus et les erreurs de la gestion bureaucratique et policière de Novotny ; ils ne voulaient pas admettre l'irruption des ouvriers et des intellectuels dans l'arène publique.

Cette irruption, qui s'est exprimée par l'éclatement de la discipline interne du parti et par la violation du secret de ses délibérations, par la création des conseils ouvriers dans les usines et la tendance à l'autogestion, en un mot pour l'aspiration à la démocratie socialiste, tant économique que politique, menaçait les privilèges et les situations acquises d'une couche très large de la classe dominante.

L'éviction des archéo-staliniens devait permettre le redressement économique et l'assainissement de la vie publique, sans mettre en question les clivages sociaux fondamentaux et leur expression étatique. Ce sont les centristes, alliés aux slovaques, qui ont débarqué Novotny. Ils voulaient réaliser la « petite réforme » qui leur semblait indispensable. Ils ont été entraînés par le courant populaire bien plus loin qu'ils n'en avaient l'intention.

Des intérêts contradictoires

Ils suivaient, sans s'en rendre compte, l'exemple de Khrouchtchev, qui se proposait de consolider, en le réformant, le régime existant.

Ils ne se sont pas rendu compte que, même sous Khrouchtchev une démocratisation et une émancipation nationale, imposées par le peuple, ne pouvaient pas être tolérées par Moscou, comme l'avait prouvé l'exemple hongrois. Après la chute de Khrouchtchev, une telle entreprise, même orientée vers la droite, était vouée à l'échec. Là gît la contradiction entre les intérêts particuliers de différents régimes bureaucratiques, qui peut aboutir à la rupture avec l'U.R.S.S. et à une réforme profonde du régime, comme ce fut le cas en Yougoslavie.

La distorsion entre les Tchèques et les Slovaques était dès le début évidente. Mais non essentielle ! Dans les deux cas le mouvement a revêtu l'aspect à la fois national et social, les deux étant inséparables dans la conscience populaire.

La différence consistait dans le fait que la crise économique et sociale était beaucoup plus profonde en pays tchèque qu'en Slovaquie. Mais la résistance aux pressions extérieures et aux tentatives des « conservateurs » de reprendre le

pouvoir était aussi massive dans les deux pays. Husak a su tirer tout le bénéfice en éliminant Bilak.

Le décalage s'est fait jour quand la différenciation au sein de l'équipe dirigeante de Prague a abouti à l'élimination de tous ceux qui — de droite comme de gauche — voulaient défendre le droit à l'autodétermination du pays. C'est alors qu'on a pu se rendre compte qu'en pays tchèque les résistants étaient majoritaires, même à la direction du parti, et qu'il a fallu la menace d'une nouvelle invasion pour faire basculer les centristes dans le camp des capitulars. En revanche, la majorité des dirigeants slovaques, s'étant affranchie, grâce au fédéralisme, de la tutelle tchèque, était d'avance décidée à éviter une épreuve de force avec les soviétiques.

Ainsi, les khrouchtcheviens tchécoslovaques se sont finalement inclinés devant les néo-staliniens du cru, soutenus par l'U.R.S.S. Mais les problèmes, tant nationaux que sociaux, demeurent. Ils ne seront résolus que par la lutte, dont les formes et étapes sont imprévisibles et dont l'objectif historique reste l'émancipation nationale et sociale des peuples tchèque et slovaque et leur association, librement consentie, à la communauté démocratique des pays socialistes. □

Pierre Molino libéré

A l'issue de sa libération, notre camarade Pierre Molino, a fait la déclaration suivante à Montpellier.

Comme Pierre Molino, nous souhaitons que toutes les énergies qui s'étaient manifestées pour obtenir sa libération, continuent de se déployer en faveur de tous les socialistes qui, en Espagne, subissent une répression particulièrement féroce. C'est le cas notamment de Angel Campillo Fernandez, réfugié espagnol à Bordeaux, livré par la police française aux sbires franquistes, et qui est battu et torturé depuis des semaines en Espagne.

Le 29 mars dernier, à 20 h., j'ai passé la frontière espagnole au poste frontière de la Junquera avec mon ami et camarade Didier Lepêtre, dans la voiture prêtée par un autre camarade.

A la douane espagnole, en fouillant le véhicule, les douaniers trouvent un certain nombre de brochures, revues et ouvrages théoriques en langue espagnole. Nous sommes aussitôt emmenés au poste de la guardia civile, à quelques mètres de la frontière française, où, pendant douze heures, nous sommes interrogés et frappés (coups de cravache et de matraque, gifles, tête cognée contre le mur) pour essayer, bien entendu inutilement, de nous faire donner des noms et des adresses en Espagne et de nous faire avouer... que nous avons été payés pour faire ce travail.

Nous sommes ensuite transférés à Figueras et incarcérés. Seize jours après, Didier est libéré. Hier, mardi 22 avril, je suis, à mon tour, mis en liberté provisoire après versement d'une caution de 100.000 pesetas, et expulsé dans la nuit au poste frontière de la Junquera.

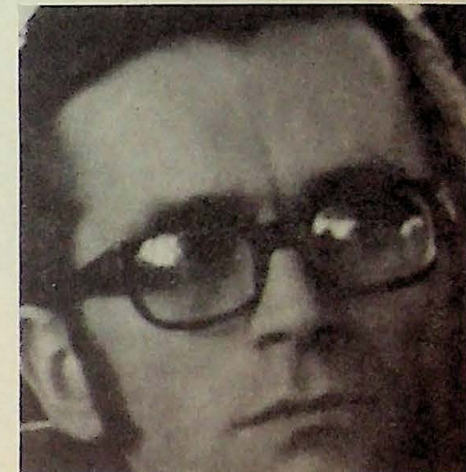
Avant mon expulsion, j'ai été conduit devant le juge d'instruction de Figueras auprès duquel j'ai protesté, comme je l'avais fait auparavant auprès du représentant du juge, de l'agent consulaire français à Figueras, de l'administration de

la prison, contre les mauvais traitements de la guardia civile. Le juge de Figueras m'a déclaré n'avoir pas eu connaissance de mes protestations antérieures, et il a mis en doute mes affirmations. Il n'a pas hésité à me déclarer que, les traces des coups n'ayant pas été constatées par un médecin et ayant totalement disparu (24 jours après !), il ne pouvait s'agir de coups (golpes), mais seulement de coups légers (golpitos) !

Comme il m'affirmait que mon témoignage serait utilisé par la presse, je me suis contenté de répondre que j'avais l'intention de dire la vérité, rien de plus et rien de moins. Et c'est ce que je fais.

J'ai lu avec indignation, à mon arrivée à Montpellier, dans le « Midi Libre », un communiqué du consulat d'Espagne affirmant avec sérénité que mon ami Didier Lepêtre « n'avait été l'objet, à aucun moment, de mauvais traitements ». On ne saurait ajouter de façon plus cynique de la mépris de la vérité au mépris des Droits de l'Homme.

Si je considère comme un devoir de faire cette mise au point, ce n'est pas seulement pour rétablir la vérité sur des événements qui me concernent. C'est plus encore en pensant aux innombrables militants de la gauche espagnole que la répression franquiste frappe quotidiennement, et avec bien plus



Collombert

de sauvagerie qu'elle n'a pu le faire pour des ressortissants français. Et ceci dans le moment même où le franquisme tente de faire oublier son caractère dictatorial avec, il faut bien le dire, la complicité des gouvernements occidentaux, à commencer (le récent voyage de Michel Debré à Madrid le montre clairement) par le nôtre.

Je ne veux pas terminer sans remercier chaleureusement les très nombreux amis, collègues, militants, organisations qui, au côté de notre famille et de nos camarades du P.S.U., ont multiplié les démarches et les efforts pour nous faire libérer. Cette solidarité, y compris de la part de démocrates qui ne partagent pas nos opinions politiques, a été pour nous un grand réconfort et a contribué largement à notre libération.

Je souhaite que, désormais, cette solidarité s'adresse, au-delà de notre cas, à tous les emprisonnés politiques qui, en Espagne, luttent et souffrent pour la justice et la liberté. □

communiquer

**PLUS SOUVENT
PLUS VITE
PLUS NET**

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accroît : il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

Gestetner

Un nouvel horizon

Les organisations Front, qui regroupent le Front de Libération Populaire (F.L.P.), le Front Ouvrier de Catalogne (F.O.C.) et le Front Socialiste d'Euzkadi (E.S.B.A.), nous ont adressé le texte de la déclaration qu'ils viennent de publier en Espagne, en même temps qu'un salut à notre Parti.

Nous avons tenu à reproduire intégralement ce message, qui marque clairement les nouvelles conditions dans lesquelles se déroulent les luttes socialistes en Espagne.

Après la phase d'expansion du capitalisme espagnol, de 1961 à 1966, s'est déclenchée une phase de récession économique générale. La crise actuelle est un échec important de la politique économique que la bourgeoisie espagnole prétend mener depuis quelques années.

L'état d'exception que nous avons supporté depuis deux mois a culminé avec un processus d'escalade de la répression avec laquelle la bourgeoisie et son Etat franquiste affrontent la lutte des ouvriers et celle des étudiants dans le cadre de la crise économique.

Devant cette crise qui se prolongeait plus que prévu, devant la poussée des luttes étudiantes et le développement continu des luttes ouvrières, devant une situation internationale caractérisée par la déroute des U.S.A. au Vietnam, la radicalisation de la lutte anticapitaliste en Europe (principalement en France et en Italie), les événements révolutionnaires du Mexique et de l'Uruguay ; devant tous ces épouvantails qui parcourent le monde, les capitalistes espagnols, par l'intermédiaire de leur Etat franquiste, décrètent l'état d'exception « sans attendre mai » comme le dit le « libéralisant » Fraga, notre triste ministre de l'Information.

Une politique d'ensemble

L'actuelle politique de répression est la solution qui convient à l'ensemble du bloc dominant. Dans les circonstances actuelles la répression la plus éhontée, arbitraire et brutale, le terrorisme bourgeois est la seule face de la monnaie capitaliste. Aussi bien les politiciens « durs », fidèles imitateurs de leurs congénères, les « gorilles » latino-américains, que les « évolutionnis-

tes », fidèles disciples de Kie-singer ou de Debré, se donnent la main pour faire aboutir cette politique de répression.

Le bloc dominant a besoin de trouver une issue à la crise, il a besoin d'accumuler des expédients économiques et politiques pour relancer l'expansion. Les expédients économiques, il prévoit de les accumuler en augmentant l'exploitation des ouvriers, en gelant les salaires, en augmentant les rythmes de travail, en restructurant certains secteurs industriels en crise permanente et en exerçant son droit sacro-saint au libre licenciement. Et tout ce plan, il prétend le réaliser grâce à l'élimination préalable de l'avant-garde révolutionnaire ouvrière et étudiante et de la destruction des organes de pouvoir qu'on a construits ces dernières années.

Les capitalistes ne pourront pas affirmer avoir atteint leurs buts destructeurs.

Malgré la fermeture des Universités de Madrid et de Barcelone, les actions que l'on espérait éviter et passer sous silence se sont produites sous des formes très différentes dans la plupart des autres Universités. Dans les premières semaines de l'état d'exception, les luttes étudiantes se sont succédé à Saragosse, Pampelune, Oviedo, Salamanque, Malaga, etc... Le chantage de la terre et les détentions massives n'ont pas pu réduire au silence le mouvement étudiant. Après liquidation officielle de l'état d'exception, les Universités de Madrid et Barcelone sont rouvertes, et sont à présent occupées militairement. Des bataillons de policiers sont casernés en permanence dans les Facultés et patrouillent sans arrêt dans les couloirs de celles-ci. Même dans ces conditions la lutte continue ; la diffusion de tracts et l'affrontement violent avec les forces de l'ordre bourgeois n'ont pas cessé ;

les comités d'action estudiantins développent à la fois l'agitation dans le centre de la ville par des actions rapides et violentes, et dans les quartiers populaires avec des campagnes d'agitation et de propagande.

Les luttes ouvrières continuent

L'état d'exception n'a pas significativement arrêté les luttes ouvrières. Dans le Pays Basque les commissions et comités d'entreprise, de création récente, ont su tirer parti du mouvement revendicatif croissant et spontané, l'approfondir et élever les méthodes de lutte pour mobiliser environ cinquante mille travailleurs dans des manifestations et des actions de grève que les forces de répression ont été incapables d'étouffer. Nous avons été témoins de telles mobilisations dans d'autres grandes zones industrielles : Catalogne et Asturies. Partout où ont existé des commissions ouvrières d'entreprise de tendance anticapitaliste et animées par des militants révolutionnaires, on a répondu à la politique de répression capitaliste. Partout où le réformisme asphyxie et stérilise les énergies des masses laborieuses il a été accueilli par un « silence » renfrogné et prometteur pour les militants révolutionnaires qui luttent pour redresser le mouvement, suivant l'exemple du Pays Basque et de la Catalogne.

Des mirages dissipés

Mais l'effet le plus important qu'a eu sur le mouvement révolutionnaire l'état d'exception, est sans doute, d'avoir dégagé l'horizon stratégique.

A la faveur de la maladresse de la bourgeoisie au pouvoir les so-

cial-démocrates, avec à leur tête le P.C.E. avaient réussi à désorienter des secteurs importants de la classe ouvrière avec le mirage ridicule des alternatives démocratiques et évolutionnistes. La conjoncture actuelle a permis de découvrir le visage de notre bourgeoisie, montrant définitivement qu'« évolutionnisme libéral » et « répression ultra » ne sont plus que deux visages du même pouvoir bourgeois, qui utilise tels ou tels de ses représentants suivant les conjonctures, mais sans être disposé à céder d'un pouce, si ce n'est par la force, en ses positions fondamentales de défense, des intérêts de la classe dominante. Les événements confirment la justesse des programmes décidément anticapitalistes par rapport aux projets illusoire dits « démocratiques » de ceux qui défendent l'espoir trompeur d'arriver à leur « paradis perdu » : la démocratie bourgeoise au bras d'inexistants banquiers « évolutionnistes », d'évêques « progressistes » et de militaires libéraux ».

Le régime franquiste annonce aujourd'hui cyniquement aux quatre vents la fin de l'état d'exception. Mais il poursuit la même politique de répression. Les ouvriers et les étudiants emprisonnés ou matraqués brutalement ces jours-ci témoignent de ce que signifie vivre sans état d'exception sous le franquisme.

L'état d'exception demeure, aux yeux des révolutionnaires et des opprimés.

Mais aussi la lutte continue, tout comme doit continuer votre solidarité active et énergique.

Camarades,

Nous sommes conscients de l'importance de votre lutte contre l'état d'exception décrété par l'état bourgeois dans nos nationalités. L'impressionnante vague d'action déclenchée par les révolutionnaires européens et par nos camarades émigrés est une preuve de plus du nouvel internationalisme révolutionnaire qui naît et qui trouve dans l'héroïque lutte vietnamienne son plus digne exemple et son meilleur encouragement.

Camarades,

Depuis nos fabriques et nos centres d'enseignement en lutte recevez notre salut révolutionnaire... et jusqu'à la victoire toujours.

Entre la social-démocratie et le centrisme

Jean-Marie Vincent

La F.G.D.S. n'a pas fait bonne figure au cours de la période mai-juin 1968. Elle a fait la preuve de sa très faible implantation dans les couches sociales les plus décisives : ouvriers et étudiants. Son état-major n'a pu produire au cours de ces événements la moindre initiative susceptible de remédier à cette faiblesse fondamentale. Lorsque François Mitterrand a posé sa propre candidature au pouvoir, il l'a fait sous la pression des éléments les plus activistes de la Convention des institutions républicaines sans s'être assuré des soutiens nécessaires du côté de la S.F.I.O. et du P.C.F., et bien entendu sans s'être inquiété des moyens nécessaires contre le gaullisme toujours en place. Ce pas de clerc a naturellement fait ressortir d'autant plus les capacités d'action extrêmement limitées de la F.G.D.S.

Dans ce contexte, le léger recul social-démocrate lors des élections de la fin juin 1968 fit effet d'une catastrophe. La F.G.D.S., non seulement n'était pas capable d'intervenir efficacement dans les luttes sociales, mais elle n'arrivait pas à maintenir sa position relative par rapport au P.C.F. La politique d'unité de la gauche traditionnelle à laquelle François Mitterrand et, dans une certaine mesure Guy Mollet, avaient attaché leur nom, se trouva ainsi en difficulté. Tant qu'il y avait la perspective d'une victoire électorale de la « gauche », où la F.G.D.S. aurait été hégémonique, les radicaux et les éléments les

viser et chaque victoire électorale partielle du P.C.F. ne fait que les confirmer dans ce mouvement de retraite.

Le langage se transforme

C'est sous ces auspices que se prépare la fondation du nouveau Parti socialiste. La crise du gaullisme, l'effervescence des milieux d'ouvriers et d'étudiants imposent aujourd'hui un langage plus radical, à coloration socialiste. En même temps la position de la S.F.I.O. qui formera l'essentiel de la nouvelle organisation est de plus en plus située au centre. D'où toutes les contradictions, toutes les dissonances que nous avons observées ces derniers temps. La C.I.R. depuis plusieurs mois danse des valse-hésitations, manifestant ses inquiétudes devant l'évolution de la S.F.I.O. et devant l'appétit de son corps de permanents (députés, conseillers municipaux, etc.), consciente de sa propre faiblesse, elle s'apprête finalement à jouer les progressistes dans le nouveau parti. Du côté de la S.F.I.O., le climat n'est pas plus enthousiaste qu'à la Convention. Guy Mollet, qui ne peut ni ne veut choisir définitivement entre l'alliance sur sa droite (le centrisme, voire certains secteurs gaullistes) et l'alliance sur sa gauche (l'unité ouvrière avec le P.C.F.) essaye précisément d'éviter les choix qui limiteraient ses capacités de manœuvres. En se prononçant pour un parti « sévère » sur la doctrine, renouvelé

La tentation centriste

Bien entendu, cela n'empêche pas le groupe parlementaire S.F.I.O., autour de MM. Defferre et Chandernagor, d'échafauder des combinaisons avec les conservateurs qu'on baptise centristes en France, au vu et au su du secrétaire général et de ses amis. De ce point de vue la période de la campagne référendaire a été on ne peut plus significative. Au fur et à mesure qu'une victoire du non devenait plus probable et qu'une solution de rechange centristes-gaullistes dissidents se profilait à l'horizon, on a entendu Guy Mollet signifier au P.C.F. qu'il ne pouvait être question d'un programme commun de gouvernement et encore moins d'une collaboration gouvernementale. A la veille du scrutin, il était devenu quasi certain qu'en cas d'élections présidentielles rapprochées, la S.F.I.O. présenterait un candidat au premier tour pour se désister en faveur d'un centriste quelconque (un Poher par exemple) au deuxième tour, après avoir tout fait pour que les communistes soient aussi sur les rangs au premier tour.

Ce spectacle, dira-t-on, est suffisamment pitoyable pour qu'une partie importante de l'électorat socialiste traditionnel se détourne du nouveau Parti socialiste. Rien n'est moins certain, en l'absence d'une politique d'alternative socialiste suffisamment plausible. La bourgeoisie française et en général tous les milieux dirigeants connaissent la faiblesse du futur parti, mais elles en ont besoin et ne manquent pas de lui assurer une publicité constante, de le présenter comme une organisation sérieuse. De même, le P.C.F. qui sait à quoi s'en tenir sur la force des courants centristes et franchement conservateurs au sein de la S.F.I.O., fait comme si cette organisation représentait un courant profond au sein du mouvement ouvrier et comme s'il était capital de parvenir à une entente avec elle. Ainsi courtisée, cette social-démocratie moribonde arrive à prolonger son agonie, elle réussit même à intégrer vaille que vaille des courants réformistes modernistes qui n'ont pourtant que mépris pour les traditions de la vieille maison et se prêtent difficilement aux refrains et aux couplets de Mollet sur la Révolution socialiste. Elle assimile aussi des partisans de l'unité de la gauche au sens le plus traditionnel du terme,

désireux de voir une gauche non communiste relativement forte collaborer sur un pied d'égalité avec le P.C.F. Ce dernier courant est sans doute attiré par des conceptions socialistes authentiques, mais la crainte du bureaucratisme du P.C.F. et la volonté de n'être pas confondu avec les « gauchistes », le conduit sur cette voie social-démocrate.

Faire éclater les structures conservatrices

C'est dire qu'on ne peut procéder comme si le déclin de la social-démocratie, la distension de ses liens avec la classe ouvrière, l'approfondissement de ses liens avec le conservatisme bourgeois entraînaient ou devaient entraîner automatiquement et à brève échéance son effondrement. En mai prochain, son congrès de refondation n'aura certes rien de triomphal, mais il faut être myope pour croire que les incantations, les condamnations verbales suffiront à mettre en question son existence. La lutte contre son influence reste donc à l'ordre du jour, mais cela par l'action. Les événements de mai-juin derniers, en tant que manifestations avancées de la lutte des classes, ont porté à la social-démocratie classique un coup sévère, et c'est par le développement et la politisation des luttes sociales au-delà des joutes électorales, que son déclin pourra effectivement être accentué. Les classes moyennes salariées, qui constituent encore aujourd'hui un réservoir pour la politique social-démocrate ne se détacheront en effet de l'électoratisme que si des perspectives de transformation socialistes leur sont ouvertes par la formation d'un courant socialiste et révolutionnaire bien implanté dans les masses. C'est pourquoi il faut bien comprendre que la politique proposée par le P.S.U. lors de son congrès de Dijon, la politique du courant socialiste, n'a rien à voir avec une politique de splendide isolement, mais vise au contraire à faire éclater les superstructures politiques conservatrices du mouvement ouvrier français, qu'elle soient d'origine social-démocrate ou stalinienne. Pour cela, la lutte idéologique et politique la plus intransigeante doit se coupler avec des interventions très soutenues dans la lutte des classes quotidienne, y compris en attirant au combat ceux qui croient encore au rôle positif de la social-démocratie.



A.F.P.

plus conservateurs de la F.G.D.S. ne refusaient pas de « mêler leurs voix aux communistes » et d'envisager avec le P.C.F. divers modes de collaboration gouvernementale. Depuis, ils sont en train de se ra-

dans sa direction (retraite de Guy Mollet du secrétariat, montée d'éléments jeunes comme Pierre Mauroy, etc.), le groupe molettiste tente effectivement d'esquiver les débats de politique immédiate.